Pierre Brabant CPA inc.
Société de comptables professionnels agréés

LETTRE DE COMMUNICATION

Saint-Charles-Borromée, le 4 octobre 2022

Aux membres du conseil,
Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles

Objet : Audit du rapport financier de l'exercice de 2021

Mesdames, Messieurs,

Je suis tenu de communiquer avec vous au moins tous les ans au sujet des questions significatives soulevées par mon audit.

L'objectif de mon audit est de fournir l'assurance que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives. Mon audit n'est pas conçu dans le but de relever des éléments à communiquer. Par conséquent, mon audit ne permet pas de relever tous les éléments susceptibles d'intéresser le conseil, et il ne convient donc pas de conclure à l'absence de tels éléments.

Les constatations significatives relevées au cours de mon audit pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont présentées ci-dessous :

1. Anomalies résultant d'erreurs autres que des erreurs négligeables.

   Aucune.

2. Anomalies pouvant aboutir à des anomalies significatives dans les états financiers futurs.

   J'ai remis à la direction des écritures de régularisation qui ont été passées aux livres pour le présent exercice financier.

3. Opérations inhabituelles importantes.

   Aucune.

44, rang Double
C.P. 308
Joliette (Québec)
J6E 3Z6

450 755-6525
800 771-6525
450 755-5211

CPA COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

PB

.../2

Pierre Brabant CPA inc.
Société de comptables professionnels agréés

4. Éléments significatifs ayant une incidence sur l'établissement des états financiers et les informations à fournir dans les états financiers.

   Je n'ai relevé aucun changement important dans le processus d'établissement des estimations de la direction et dans la nature des informations fournies dans les états financiers.

5. Fraudes ou actes illégaux ou susceptibles d'être illégaux, autres que des actes considérés comme étant de peu de conséquence.

   Je n'ai relevé aucun élément faisant douter de l'honnêteté et de l'intégrité de la direction, des employés ou d'autres personnes.

6. Opérations entre apparentés.

   Aucune.

7. Référentiel d'informations financières.

   Les principales méthodes comptables sont décrites dans la note 2 afférente aux états financiers. Il n'y a eu aucune modification de méthode comptable au cours de l'exercice.

8. Faiblesses importantes du contrôle interne.

   J'ai relevé plusieurs faiblesses dans la conception ou la mise en œuvre du contrôle interne à l'égard de l'information financière :

   <u>Recommandations reconduites des années antérieures</u>

   a) Au cours d'un exercice précédent, le conseil a approuvé la décision du directeur général d'annuler l'utilisation des billets prénumérotés pour les entrées au parc. Cette décision a entraîné une lacune importante au niveau du contrôle de l'intégralité des revenus d'entrées au parc. Je vous recommande donc de réinstaurer l'utilisation des billets d'entrées prénumérotés.

   b) Bien que la charte des comptes de grand-livre ait été modifiée par le nouveau logiciel, elle n'est pas conforme au Manuel de normalisation de la comptabilité municipale du Québec, je vous recommande donc d'ajuster votre charte de comptes avec le Manuel.

PB

.../3

c) De nombreux projets subventionnés ont été entrepris occasionnant des revenus de subventions, des revenus reportés, des dépenses d'immobilisations à même les revenus, etc. Le personnel administratif devrait préparer des tableaux par projet et s'assurer que les divers projets sont comptabilisés par projet aux livres de la régie. De plus, les divers tableaux par projet devraient être accompagnés des pièces justificatives (factures, contrats, etc.).

d) La tenue de livres de la régie en 2020 et 2021 a entraîné de nombreuses écritures de régularisation à la fin d'année en plus de plusieurs dans le cours de l'exercice versus 15 écritures en 2018. Il y aurait lieu de porter une attention particulière à la tenue de livres de la régie.

e) Lors de la passation des écritures de régularisation de fin d'année, il est important de conserver le pourquoi des écritures (feuilles de calcul, justifications, etc.). En effet, plusieurs écritures passées les 31 décembre 2020 et 2021 par votre personnel ont été annulées car la provenance des montants était difficile à retracer et à concilier.

f) Annuellement, la direction devrait présenter au conseil des tableaux résumés de chacun des projets pour fins d'approbation.

<u>Recommandations</u> (nouvelles)

a) Depuis le départ de Mme Alexandre, la tenue de livres de la régie est considérablement défaillante et ne répond pas à la description des divers systèmes de contrôle interne de votre organisme :

- Les conciliations bancaires mensuelles ne balancent pas avec le grand-livre général pour les mois de juillet à décembre 2021;
- Les transactions mensuelles ne sont pas toutes saisies;
- Les écarts retracés n'étaient pas corrigés au fur et à mesure, autant au niveau des revenus que des dépenses;
- Les paiements des déductions à la source n'étaient pas saisis à la comptabilité depuis juillet 2021;
- Plusieurs paiements effectués par virements bancaires n'étaient pas enregistrés aux livres de la régie;
- Des factures ont été payées en double et en triple (ex. : Hydro Québec);
- Des subventions salariales sont déposées dans un compte bancaire n'appartenant pas à la régie dans une banque avec laquelle la régie ne fait pas affaires depuis le mois d'octobre 2021. L'erreur n'a été découverte qu'au mois de juin 2022 puisque personne ne faisait adéquatement les conciliations bancaires mensuelles;

PB

Pierre Brabant CPA Inc.
Société de comptables professionnels agréés

- Les comptes à payer et les comptes à recevoir ne balançaient d'aucune façon avec une liste potentiellement réelle;
- Plusieurs écritures erronées pour corriger les erreurs étaient passées à l'envers, en double, etc.;
- La paie des employés de la période terminée le 1er janvier 2022 était inscrite dans la période 1 au grand-livre de 2021.

b) Le grand-livre général reçu en février 2022 était complètement erroné et ne correspondait en aucun cas à la réalité de la régie.

c) Le grand-livre corrigé remis en juillet 2022 ne corrigeait aucunement les écarts de la banque, des comptes à recevoir et des comptes à payer d'où l'impossibilité de compléter notre travail d'audit.

d) La firme CIM a procédé, à la demande de la régie, à la fermeture de la comptabilité, du module fournisseurs, etc., entraînant une impossibilité pour Mme Gadoury de sortir la liste des comptes à payer et des comptes à recevoir au 31 décembre 2021 ainsi que des conciliations bancaires mensuelles.

e) En conclusion, la régie doit balancer ses livres avant de remettre le tout à l'auditeur qui ne peut pas deviner les chiffres de la régie.

f) Le tableau des statistiques journalières n'a pas été complété adéquatement. Le nombre de billets ne correspondait pas avec les rapports de Square et le tableau n'a pas été complété par guérite comme par le passé.

Je tiens à souligner le travail effectué par Mme Linda Gadoury et sa mère au cours du mois de septembre 2022 dans le but de corriger les informations comptabilisées aux livres de la régie.

La présente communication a été préparée dans le seul but de vous informer et ne vise aucune autre fin. Je décline toute responsabilité à l'égard des tiers qui pourraient utiliser cette communication.

Veuillez recevoir, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

PIERRE BRABANT CPA INC.

Pierre Brabant, CPA auditeur

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur

PB/hc

PB

Pierre Brabant CPA Inc.
Société de comptables professionnels agréés

RÉGIE INTERMUNICIPALE DU PARC RÉGIONAL DES CHUTES MONTE-À-PEINE-ET-DES-DALLES

RAPPORT FINANCIER

2021

CPA

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles | R5212 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linda Gadoury, atteste la véracité du Rapport financier de Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature Linda Gadoury Date 4 octobre 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	19
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	20
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	21
Charges par objets	22
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	27

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	33
Analyse des charges	43

Pierre Brabant CPA inc.
Société de comptables professionnels agréés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,
Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles** au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La régie tire des revenus d'entrées sur le site pour lesquels il ne m'a pas été possible d'effectuer l'audit de façon satisfaisante afin de s'assurer s'ils ont tous été comptabilisés. En conséquence, mon audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les livres de la régie.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de la régie conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

44, rang Double
C.P. 308
Joliette (Québec)
J6E 3Z6

✆ **450 755-6525**
800 771-6525
450 755-5211

CPA COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

.../2

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 ET S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la régie à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la régie ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la régie.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la régie;

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la régie à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la régie à cesser son exploitation;

- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

.../3.2

Pierre Brabant CPA Inc.
Société de comptables professionnels agréés

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

PIERRE BRABANT CPA INC.

Pierre Brabant, CPA auditeur

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur

Saint-Charles-Borromée,
le 4 octobre 2022.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,
Régie intermunicipale du parc régional
des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles** au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La régie tire des revenus d'entrées sur le site pour lesquels il ne m'a pas été possible d'effectuer l'audit de façon satisfaisante afin de s'assurer s'ils ont tous été comptabilisés. En conséquence, mon audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les livres de la régie.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de la régie conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

.../2

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 ET S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la régie à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la régie ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la régie.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

.../3.1

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- 3.1 -

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la régie;

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la régie à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la régie à cesser son exploitation;

- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

.../3.2

- 3.2 -

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

PIERRE BRABANT CPA INC.

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur

Saint-Charles-Borromée,
le 4 octobre 2022.

- 3.2 -

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

PIERRE BRABANT CPA INC.
Par : Pierre Brabant, CPA auditeur
Saint-Charles-Borromée, le 4 octobre 2022.

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3		45 000	45 000
Transferts	4		165 635	112 719
Services rendus	5		437 052	369 991
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9		47	139
Autres revenus	10		6 327	10 049
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13		654 061	537 898
Charges				
Administration générale	14		224 237	183 708
Sécurité publique	15			
Transport	16			
Hygiène du milieu	17			
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19			
Loisirs et culture	20		383 079	311 258
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22		8 722	6 195
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24		616 038	501 161
Excédent (déficit) de l'exercice	25		38 023	36 737
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		845 252	808 515
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		845 252	808 515
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		883 275	845 252

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 521	25 437
Débiteurs (note 5)	2	48 839	18 216
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	57 360	43 653
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	879	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	39 282	37 221
Revenus reportés (note 12)	12	13 500	6 309
Dette à long terme (note 13)	13		
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	53 661	43 530
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	3 699	123
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	866 829	829 761
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	12 747	15 368
	23	879 576	845 129
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	883 275	845 252

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1		38 023	36 737
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( )	(72 249)	(127 718)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		35 181	71 139
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(37 068)	(56 579)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		2 621	(2 931)
	13		2 621	(2 931)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16		3 576	(22 773)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		123	22 896
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		123	22 896
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		3 699	123

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	38 023	36 737
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	35 181	71 139
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	73 204	107 876
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(30 623)	2 020
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 061	(3 124)
Revenus reportés	9	7 191	(5 522)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	2 621	(2 931)
	14	54 454	98 319
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(72 249)	(127 718)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17		
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(72 249)	(127 718)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20		
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22		
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		
Remboursement de la dette à long terme	26		(2 770)
Variation nette des emprunts temporaires	27	879	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	879	(2 770)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(16 916)	(32 169)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	25 437	57 606
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	25 437	57 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	8 521	25 437

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pierre Brabant CPA Inc.
Société de comptables professionnels agréés

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles a été constituée le 11 septembre 1984 en vertu de l'article 580 du code municipal, suite à une entente entre les municipalités de Sainte-Béatrix, Sainte-Mélanie et Saint-Jean-de-Matha. La régie gère une entente visant à mettre en valeur un site naturel dans le but de favoriser un plan régional de développement du tourisme et de récréation en plein air.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

b) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie.

La politique de la régie consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

e) Autres éléments

Comptabilisation des revenus

Norme générale

Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

Normes particulières (critères de constatation)

Services rendus

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Dons

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

Comptabilisation des charges

Norme générale

Les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les charges sont comptabilisées de façon brute afin d'enregistrer toutes les activités économiques.

Les charges sont imputées selon leur finalité, soit en fonction de l'activité pour laquelle le service est rendu.

Norme particulière

Les engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas constaté aux états financiers. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

10. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire, d'un montant maximal autorisé de 100 000 $, porte intérêt au taux de 6,45 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles a été constituée le 11 septembre 1984 en vertu de l'article 580 du code municipal, suite à une entente entre les municipalités de Sainte-Béatrix, Sainte-Mélanie et Saint-Jean-de-Matha. La régie gère une entente visant à mettre en valeur un site naturel dans le but de favoriser un plan régional de développement du tourisme et de récréation en plein air.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.
Les revenus sont comptabilisés de facon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

- les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie
La politique de la régie consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

b) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers de la régie.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'état de la situation financière à titre d'actifs non financiers au coût et sont amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments et aménagement du site	4,00 %
Matériel de jeux	6,67 %
Matériel et outillage	10,00 %
Matériel de bureau	10,00 %
Véhicules	15,00 %
Matériel informatique	20,00 %

L'amortissement et la réduction de valeur des immobilisations corporelles, s'il y a lieu, constituent des charges de l'exercice et sont inscrites à l'état des résultats.

Au moment de la cession d'immobilisations corporelles, le gain ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est constaté à l'état des résultats.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers de la régie.

D) Passifs

S/O

E) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers conformément au chapitre SP3410 - Paiements de transferts du Manuel de comptabilité pour le secteur public.

Les revenus de transferts sont constatés sur la base de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où :

- les transferts ont été autorisés;
- les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est;
- il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les revenus de transferts reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints doivent être présentés à titre de revenus reportés dans les états financiers tant que ces critères ne sont pas atteints

F) Avantages sociaux futurs

S/O

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Autres éléments

Comptabilisation des revenus

Norme générale

Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

Normes particulières (critères de constatation)

Services rendus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Dons

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

Comptabilisation des charges

Norme générale

Les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les charges sont comptabilisées de façon brute afin d'enregistrer toutes les activités économiques.

Les charges sont imputées selon leur finalité, soit en fonction de l'activité pour laquelle le service est rendu.

Norme particulière

Les engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas constaté aux états financiers. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 521	25 437
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	8 521	25 437
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	48 839	18 216
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14		
Organismes municipaux	15		
Autres			
▪	16		
▪	17		
	18	48 839	18 216
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note

S/O

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43		

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

S/O

S/O

S/O

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

S/O

10. Emprunts temporaires

10. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire, d'un montant maximal autorisé de 100 000 $, porte intérêt au taux de 6,45 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	11 152	13 708
Salaires et avantages sociaux	48	24 474	23 513
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ taxes a la consommation	51	3 656	
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	39 282	37 221

Note

S/O

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ SUBVENTIONS REPORTÉES	69	13 500	5 909
▪ AUTRES	70		400
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	13 500	6 309

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à	2021	2020
Obligations et billets en monnaie canadienne	77						
Obligations et billets en monnaies étrangères	78						
Gains (pertes) de change reportés	79						
	80						
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	81						
Organismes municipaux	82						
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	83						
Autres	84						
	85						
Frais reportés liés à la dette à long terme	86					( )	( )
	87						

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88					
2023	89					
2024	90					
2025	91					
2026	92					
2027 et plus	93					
	94					
Intérêts et frais accessoires	95			( )		( )
	96					

Note

S/O

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104				
Eaux usées	105				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106				
Autres					
▪ PARC RÉGIONAL	107	1 519 455	38 900		1 558 355
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	215 209			215 209
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	23 355			23 355
Ameublement et équipement de bureau	113	3 550	4 271		7 821
Machinerie, outillage et équipement divers	114	43 021	8 633	520	51 134
Terrains	115	459 033			459 033
Autres	116	10 134	20 445		30 579
	117	2 273 757	72 249	520	2 345 486
Immobilisations en cours	118				
	119	2 273 757	72 249	520	2 345 486
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120				
Eaux usées	121				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122				
Autres					
▪ PARC RÉGIONAL	123	1 223 420	19 582		1 243 002
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	198 326	709		199 035
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	9 208	2 962		12 170
Ameublement et équipement de bureau	129	622	781		1 403
Machinerie, outillage et équipement divers	130	9 940	5 113	520	14 533
Autres	131	2 480	6 034		8 514
	132	1 443 996	35 181	520	1 478 657
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	829 761			866 829
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139		
	140		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ FRAIS PAYÉS D'AVANCE	154	12 747	15 368
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	12 747	15 368

Note

19. Obligations contractuelles

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2021	Solde des cautionnements 2020
160			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

S/O

25. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3		45 000		45 000	45 000
Transferts	4		165 635		165 635	112 719
Services rendus	5		437 052		437 052	369 991
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9		47		47	139
Autres revenus	10		6 327		6 327	10 049
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12		654 061		654 061	537 898
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21					
	22		654 061		654 061	537 898
Charges						
Administration générale	23		224 237		224 237	183 708
Sécurité publique	24					
Transport	25					
Hygiène du milieu	26					
Santé et bien-être	27					
Aménagement, urbanisme et développement	28					
Loisirs et culture	29		347 898	35 181	383 079	311 258
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31		8 722		8 722	6 195
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		35 181	(35 181)		
	34		616 038		616 038	501 161
Excédent (déficit) de l'exercice	35		38 023		38 023	36 737

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1		38 023	36 737
Moins : revenus d'investissement	2	( )	( )	( )
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3		38 023	36 737
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		35 181	71 139
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		35 181	71 139
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	( )	( )	(2 770)
	18			(2 770)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(72 249)	(127 718)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		30 621	35 000
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(41 628)	(92 718)
	26		(6 447)	(24 349)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		31 576	12 388

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021 Réalisations	2020 Réalisations
Revenus d'investissement	1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	( )	( )
Sécurité publique	3	( )	( )
Transport	4	( )	( )
Hygiène du milieu	5	( )	( )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	(72 249)	(127 718)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )
	11	(72 249)	(127 718)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	72 249	127 718
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	72 249	127 718
	20		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2		343 760	242 578
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4		47 128	30 790
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8		176 406	150 218
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9			14
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		8 722	6 181
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		35 181	71 139
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ DIVERS	21		4 841	241
▪	22			
▪	23			
	24		616 038	501 161

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 446	(15 130)
Excédent de fonctionnement affecté	2		30 621
Réserves financières et fonds réservés	3		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )( )	
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	866 829	829 761
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	883 275	845 252
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	16 446	(15 130)
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	16 446	(15 130)
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ BUDGET EXERCICE SUBSÉQUENT	12		30 621
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21		30 621
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26		30 621

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47		
	48		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	( )	( )
Autres	53	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	( )	( )
	55	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
▪	59	( )	( )
▪	60	( )	( )
	61	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	( )	( )
Autres			
▪	73	( )	( )
▪	74	( )	( )
	75	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81		
	82	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83		
Investissements à financer	84	( )	( )
	85		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	866 829	829 761
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	866 829	829 761
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	866 829	829 761
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94	( )	( )
Frais reportés liés à la dette à long terme	95	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99	( )	( )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100	( )	( )
	101	( )	( )
	102	866 829	829 761

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S/O

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	

Description des régimes et autres renseignements

S/O

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	

Description des régimes et autres renseignements

S/O

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119		

Description du régime

S/O

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	55	165 635	112 719
Sécurité publique			
Police	56		
Sécurité incendie	57		
Sécurité civile	58		
Autres	59		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	60		
Enlèvement de la neige	61		
Autres	62		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	63		
Transport adapté	64		
Transport scolaire	65		
Autres	66		
Transport aérien	67		
Transport par eau	68		
Autres	69		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		
Réseau de distribution de l'eau potable	71		
Traitement des eaux usées	72		
Réseaux d'égout	73		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	74		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	75		
Tri et conditionnement	76		
Autres	77		
Autres	78		
Cours d'eau	79		
Protection de l'environnement	80		
Autres	81		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	82		
Sécurité du revenu	83		
Autres	84		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	85		
Rénovation urbaine	86		
Promotion et développement économique	87		
Autres	88		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	89		
Activités culturelles			
Bibliothèques	90		
Autres	91		
Réseau d'électricité	92		
	93	165 635	112 719

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128		
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité	131		
	132		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133		
Péréquation	134		
Neutralité	135		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137		
Fonds de développement des territoires	138		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140		
Dotation spéciale de fonctionnement	141		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142		
Autres	143		
	144		
TOTAL DES TRANSFERTS	145	165 635	112 719

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148		
	149		
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151		
Sécurité civile	152		
Autres	153		
	154		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156		
Autres	157		
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169		
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	174		
Autres	175		
	176		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	177		
Rénovation urbaine	178		
Promotion et développement économique	179		
Autres	180		
	181		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	182		
Activités culturelles			
Bibliothèques	183		
Autres	184		
	185		
Réseau d'électricité	186		
	187		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	188		
Évaluation	189		
Autres	190		
	191		
Sécurité publique			
Police	192		
Sécurité incendie	193		
Sécurité civile	194		
Autres	195		
	196		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	197		
Enlèvement de la neige	198		
Autres	199		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	200		
Transport adapté	201		
Transport scolaire	202		
Autres	203		
Autres	204		
	205		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206		
Réseau de distribution de l'eau potable	207		
Traitement des eaux usées	208		
Réseaux d'égout	209		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	210		
Matières recyclables	211		
Autres	212		
Cours d'eau	213		
Protection de l'environnement	214		
Autres	215		
	216		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	217		
Sécurité du revenu	218		
Autres	219		
	220		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	221		
Rénovation urbaine	222		
Promotion et développement économique	223		
Autres	224		
	225		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	226	437 052	369 991
Activités culturelles			
Bibliothèques	227		
Autres	228		
	229	437 052	369 991
Réseau d'électricité	230		
	231	437 052	369 991
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	437 052	369 991

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	233		
Droits de mutation immobilière	234		
Droits sur les carrières et sablières	235		
Autres	236		
	237		
AMENDES ET PÉNALITÉS	238		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	47	139
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		
Contributions des promoteurs	245		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246		
Contributions des organismes municipaux	247		
Autres contributions	248		
Redevances réglementaires	249		
Autres	250	6 327	10 049
	251	6 327	10 049
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1				
Greffe et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	224 237		224 237	183 708
Évaluation	4				
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪	6				
▪	7				
	8	224 237		224 237	183 708
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9				
Sécurité incendie	10				
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13				
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14				
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18				
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22				

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40				
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45				
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52				
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57	347 898	35 181	383 079	311 258
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60	347 898	35 181	383 079	311 258
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	347 898	35 181	383 079	311 258

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69				14
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	8 722		8 722	6 181
	73	8 722		8 722	6 195
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	35 181	(35 181)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles | R5212 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	7
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	8
Analyse de la rémunération	9
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	38 900	98 323
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		7 355
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		4 000
Ameublement et équipement de bureau	18	24 716	10 182
Machinerie, outillage et équipement divers	19	8 633	7 858
Terrains	20		
Autres	21		
	22	72 249	127 718

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	38 900	98 323
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	33 349	29 395
	34	72 249	127 718

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8				
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18				
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21				

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
		1

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		6 173
Charges sociales	2		1 248
Biens et services	3	72 249	120 297
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	72 249	127 718

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
62015	Municipalité de Saint-Jean-de-Matha		15 000
61050	Municipalité de Sainte-Mélanie		15 000
62020	Municipalité de Sainte-Béatrix		15 000
		1	45 000
	Certaines municipalités		
		2	
		3	45 000

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		2021	2020
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	45 000	45 000
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17		
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
Santé et bien-être			
Logement social	23		
Autres	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25		
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27		
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31		
	32	45 000	45 000

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	1 855,00	**********	**********	**********
Professionnels	2	1,00	35,00	800,00	**********	**********	**********
Cols blancs	3	2,00	35,00	2 700,00	**********	**********	**********
Cols bleus	4	15,00	35,00	15 000,00	**********	**********	**********
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	19,00		20 355,00	**********	**********	**********
Élus	9						
	10	19,00			**********	**********	**********

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	165 635				165 635
	17	165 635				165 635

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	8 722	6 195
	4	8 722	6 195
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	8 722	6 195

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	☐	3 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	_____ $	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	☐	6 ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ $
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ $
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	_____ $
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	_____ $
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	_____ $
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	_____ $
Ligne 14 : Débiteurs	13	_____ $
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	_____ $
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	_____ $
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	16	_____ $
Ligne 20 : Revenus reportés	17	_____ $

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	$
Ministère des Transports	80	$
Ministère de la Culture et des Communications	81	$
Autres ministères/organismes	82	_____ $
	83	_____ $

La question 14 s'adresse aux MRC seulement

14. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	84	☐	85 ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 ☐	2 ☒	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☐	6 ☒	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9 ☐	10 ☒	

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11 ☐	12 ☐	13 ☒
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 ☐	15 ☐	16 ☒
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17 ☐	18 ☐	19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20 ☐	21 ☐	22 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23 ☐	24 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

☐ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles | R5212 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1		654 061	537 898
Investissement	2			
	3		654 061	537 898
Charges	4		616 038	501 161
Excédent (déficit) de l'exercice	5		38 023	36 737
Moins : revenus d'investissement	6	( )	( )	( )
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7		38 023	36 737
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		35 181	71 139
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	( )	( )	(2 770)
Affectations				
Activités d'investissement	11	( )	(72 249)	(127 718)
Excédent (déficit) accumulé	12		30 621	35 000
Autres éléments de conciliation	13			
	14		(6 447)	(24 349)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		31 576	12 388

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 521	25 437
Débiteurs	2	48 839	18 216
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	57 360	43 653
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7		
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	53 661	43 530
	10	53 661	43 530
Actifs financiers nets (dette nette)	11	3 699	123
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	866 829	829 761
Autres	13	12 747	15 368
	14	879 576	845 129
Excédent (déficit) accumulé	15	883 275	845 252

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	16 446	(15 130)
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ BUDGET EXERCICE SUBSÉQUENT	17		30 621
▪	18		
▪	19		
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26		30 621
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	( )( )	
Financement des investissements en cours	30		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	866 829	829 761
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	883 275	845 252

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5		
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10		

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	11			
Compensations tenant lieu de taxes	12			
Quotes-parts	13		45 000	45 000
Transferts	14		165 635	112 719
Services rendus	15		437 052	369 991
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16			
Autres	17		6 374	10 188
	18		654 061	537 898
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21			
Autres	22			
	23			
	24		654 061	537 898

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	224 237		224 237	183 708
Sécurité publique					
Police	2				
Sécurité incendie	3				
Autres	4				
Transport					
Réseau routier	5				
Transport collectif	6				
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8				
Matières résiduelles	9				
Autres	10				
Santé et bien-être	11				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12				
Promotion et développement économique	13				
Autres	14				
Loisirs et culture	15	347 898	35 181	383 079	311 258
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	8 722		8 722	6 195
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	580 857	35 181	616 038	501 161
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	35 181	(35 181)		
	21	616 038		616 038	501 161

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021 Réalisations	2020 Réalisations
Revenus d'investissement	1		
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(72 249)	(127 718)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	72 249	127 718
Excédent accumulé	6		
	7		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		

Extrait du rapport financier, page S18